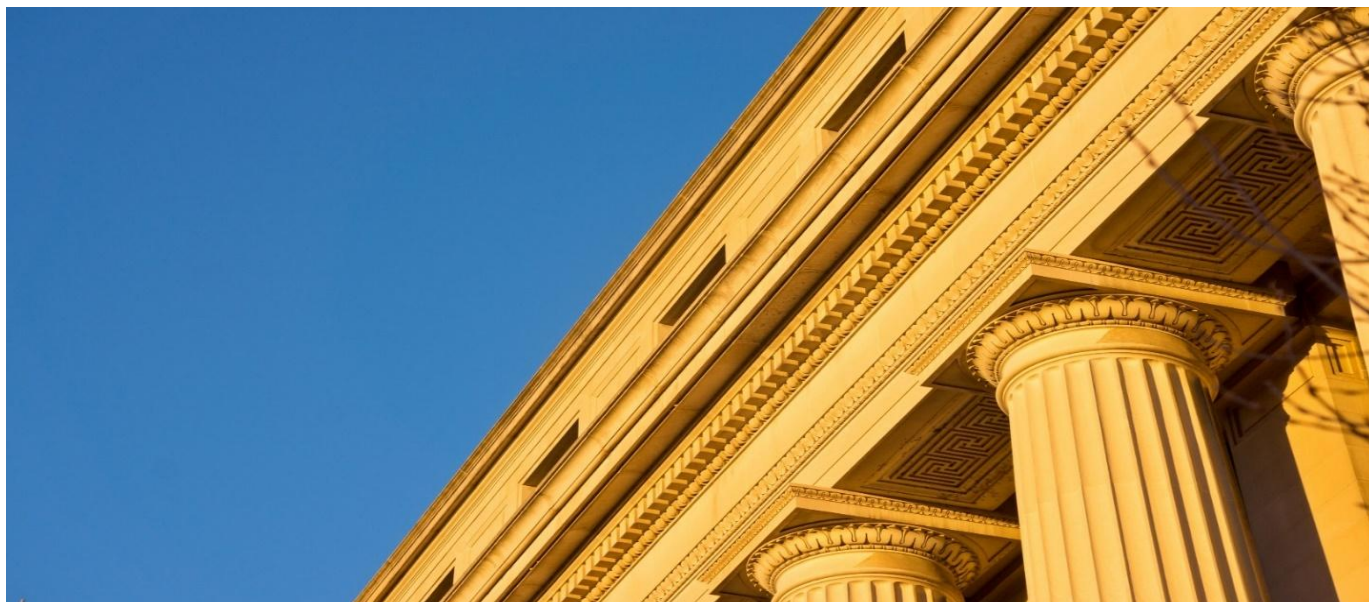




**FBConseil**

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS



## **NEWSLETTER**

**03-2025**



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS

## JURISPRUDENCE ASSURANCE :

- [Cass. Civ.3° 13 février 2025 n°18-25.531](#) – **expertise amiable non contradictoire** : En déterminant le montant du préjudice réparable exclusivement au regard d'un rapport amiable établi non contradictoirement, à la demande de la SCEA quand les époux [G] avaient contesté sa valeur probante, la cour d'appel a violé les articles 16 du code de procédure civile et 6 § 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- [Cass.civ.2 , 13 février 2025 n°23-13.527 Inédit](#) – **délai de prescription** : Aux termes de l'article 2224 du code civil les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer. Il s'en déduit que le délai de prescription de l'action en responsabilité civile court à compter du jour où celui qui se prétend victime a connu ou aurait dû connaître le dommage, le fait générateur de responsabilité et son auteur, ainsi que le lien de causalité entre le dommage et le fait générateur. En l'espèce, la plaignante conteste la décision de la cour d'appel qui a déclaré irrecevable son action en responsabilité contre l'assureur pour prescription. Elle invoque l'article 2224 du code civil, arguant qu'elle n'avait pas connaissance des faits permettant d'agir avant juillet 2011. La Cour de cassation casse l'arrêt, considérant que la cour d'appel n'a pas établi qu'elle aurait dû connaître tous les éléments pour exercer son action à cette date.
- [Cass. Civ 3°, 30 janvier 2025 n° 23-13.369](#) – **réception judiciaire sans réserves** : Lorsqu'elle est demandée, la réception judiciaire doit être prononcée à la date à laquelle l'ouvrage est en état d'être reçu et elle peut être assortie de réserves. Ces réserves correspondent aux désordres dont il est établi qu'ils étaient alors apparents pour le maître de l'ouvrage. Dès lors, ne donne pas de base légale à sa décision une cour d'appel qui prononce une réception sans l'assortir de réserves, au motif que le maître de l'ouvrage n'avait formulé aucune remarque ou observation à la date à laquelle l'ouvrage était en état d'être reçu ni à la date à laquelle il avait payé les travaux.
- [Cass.3eme civ. 16 janvier 2025, n°23-12.511](#) – **économie d'impôt et indemnisation** : les dispositions fiscales frappant les revenus ou les bénéficiaires sont sans incidence sur les obligations des personnes responsables du dommage et le calcul de l'indemnisation d'une victime. Il n'est donc pas possible de diminuer le montant des dommages et intérêts dus à une victime pour tenir compte de l'économie d'impôt dont elle a bénéficié et que l'indemnité vient réparer.
- [Cass. Civ.1, 18 décembre 2024 n°21-23.252 Publié au bulletin](#) - **clause « pay to be paid » et action directe contre un assureur** : un assureur a formé un pourvoi contre l'arrêt de la cour d'appel qui a rejeté son exception d'incompétence et a déclaré recevable l'action d'une commune, condamnant cet assureur à l'indemniser. La compagnie d'assurance contestait la recevabilité de l'action directe, arguant d'une clause "pay to be paid" dans une police d'assurance soumise au droit anglais lequel prive les victimes d'agir contre l'assureur du responsable. La Cour rappelant en l'espèce que la loi française s'appliquait au litige (l'action étant de nature délictuelle et le pays où le dommage s'était produit étant la France), et que la France autorisait le principe d'action directe, le pourvoi a été rejeté.

## CONFORMITE :

### ➤ [Cour d'Appel de PARIS 24/01/25 n° 21/10238](#) : protection des données

Dans cette décision de la Cour d'appel de Paris, M. [I] [B] conteste le jugement du 6 mai 2021 qui a déclaré irrecevables ses demandes contre Google France et a débouté ses demandes de dommages et intérêts. La juridiction de première instance a estimé que la désactivation du compte de M. [B] par Google était justifiée en raison de la présence de fichiers pédopornographiques. En appel, la Cour a confirmé cette décision, considérant que Google avait agi conformément à ses obligations légales en tant qu'hébergeur, et que la détention de ces fichiers, même dans un cadre professionnel, ne justifiait pas leur conservation. La Cour a également confirmé l'ordonnance de transfert des courriels à M. [B] et a liquidé une astreinte de 12.000 euros contre Google Ireland. La position de la Cour d'appel est donc une confirmation du jugement de première instance, sauf sur le point de l'astreinte.

➤ [ACPR Recommandation 2024-R-03 du 21 novembre 2024 – applicable au 31 décembre 2025](#) : L'ACPR rappelle les bonnes pratiques relatives au recueil des informations relatives au client pour l'exercice du devoir de conseil et la fourniture d'un service de recommandation personnalisée en assurance, visés à l'article L. 511-1 III du code des assurances<sup>1</sup>. La Recommandation porte sur la distribution de l'ensemble des produits d'assurance, de groupe ou individuels. L'ACPR intègre l'obligation d'interroger le souscripteur dans les recueils d'informations sur ses préférences en matière de durabilité environnementale, sociale et de gouvernance au sens de [l'article L. 522-5 du code des assurances](#), relatif aux contrats de capitalisation et d'assurance vie.

### ➤ **SANCTIONS UE et SYRIE -**

Suspension du régime de sanctions UE sur certains secteurs d'activités en Syrie (Energie, transport, bancaire, construction, humanitaire).

Les personnes physiques liées au régime d'Al Assad sont maintenues dans le cadre du régime de sanctions UE, ainsi que les activités liées au secteur des armes chimiques, au commerce illicite de stupéfiants, au commerce des armes, biens à double usage, matériel de répression interne, logiciels d'interception et de surveillance, et l'importation/exportation de biens appartenant au patrimoine culturel syrien.



Syria\_ EU suspends  
restrictive measures o

⚠ Attention : le CEASAR ACT US de 2019 visant les actifs syriens et les investissements étrangers en Syrie (notamment dans le secteur de l'énergie, construction, engineering) a fait l'objet d'un assouplissement le 6 janvier 2025 ([Generali License 24](#)) mais les mesures US et UE ne sont pas identiques, il convient de procéder à une analyse au cas par cas des risques.

<sup>1</sup> à l'exclusion des grands risques visés à l'article L. 111-6 du code des assurances



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS

## LEGISLATION :

### ➤ Proposition de Loi contre les fraudes aux aides publiques – janvier 2025 – démarchage téléphonique :

- Projet de modification de l'article L 223-1 du code de la consommation et interdiction du démarchage téléphonique sans consentement préalable du consommateur. Les acteurs de l'assurance devront intégrer ces mesures dans leur parcours de vente et être en mesure de démontrer qu'ils ont obtenu le consentement préalable des prospects.
- Projet de modification de l'article L 561-30-1 du CMF<sup>2</sup> par rajout d'une disposition s'agissant du transfert d'informations par TRACFIN au nouveau Parquet européen.

### ➤ Décret n° 2024-1225 du 30 décembre 2024 relatif à l'expérimentation de la contribution pour la justice économique (mise en œuvre de la LOI n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (1))<sup>3</sup>

A titre expérimental ce décret fixe un barème pour une contribution financière exigée au demandeur pour toute instance introduite devant les tribunaux des activités économiques dont les fonctions sont assumées par les tribunaux de commerce. Ces nouveaux tribunaux sont **seuls compétents pour traiter des procédures de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire et procédures amiables de tous les professionnels quels que soient leur statut et leur activité.**

**A peine d'irrecevabilité soulevée d'office par le juge**, la contribution pour la justice économique mentionnée à l'[article 27 de la loi du 20 novembre 2023](#) est due par le demandeur à l'instance selon le barème indiqué dans le tableau ci-dessous. Ni les frais de procédure ni les demandes incidentes ne sont soumises à la contribution. Lorsque la demande initiale est formée par plusieurs demandeurs, la contribution pour la justice économique est due par chacun d'eux, et la valeur totale des prétentions est appréciée séparément pour chacun. Le versement de la contribution est effectué au guichet du greffe ou, par voie électronique, sur le site [www.tribunal-digital.fr](http://www.tribunal-digital.fr).

Du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2028, 12 tribunaux de commerce sont renommés tribunaux des activités économiques (TAE) : Avignon, Auxerre, Le Havre, Le Mans, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nanterre, Paris, Saint-Brieuc et Versailles.

---

<sup>2</sup> Art. L 561-30-1 du CMF « Lorsque les investigations du service mentionné à l'article [L. 561-23](#) mettent en évidence des faits susceptibles de relever du blanchiment du produit d'une infraction punie d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou du financement du terrorisme, ce service saisit le procureur de la République par note d'information. Cette note ne comporte pas de mention de l'origine des informations. Dans les affaires ayant fait l'objet d'une note d'information en application du présent article le procureur de la République ou le procureur général informe le service de l'engagement d'une procédure judiciaire, du classement sans suite ainsi que des décisions prononcées par une juridiction répressive. »

<sup>3</sup> Titre III : DISPOSITIONS RELATIVES À LA JUSTICE COMMERCIALE ET AUX JUGES NON PROFESSIONNELS (Articles 26 à 36)

Conditions de règlements de la cotisation - Article 3 du décret

I. - Pour les personnes morales :

Montant du chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois dernières années (en millions d'euros)	Montant du bénéfice annuel moyen sur les trois dernières années	Montant de la contribution
Supérieur à 50 et inférieur ou égal à 1 500	Supérieur à 3 millions d'euros	3 % du montant de la valeur totale des prétentions figurant dans l'acte introductif d'instance et dans la limite d'un montant maximal de 50 000 euros
Supérieur à 1 500	Supérieur à 0	5 % du montant de la valeur totale des prétentions figurant dans l'acte introductif d'instance et dans la limite d'un montant maximal de 100 000 euros

II. - Pour les personnes physiques :

Revenu fiscal de référence, tel que défini au 1° du IV de l' <a href="#">article 1417 du code général des impôts</a> , par part	Montant de la contribution
Supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 €	1 % du montant de la valeur totale des prétentions figurant dans l'acte introductif d'instance et dans la limite d'un montant maximal de 17 000 euros
Supérieur à 500 000 € et inférieur ou égal à 1 000 000 €	2 % du montant de la valeur totale des prétentions figurant dans l'acte introductif d'instance et dans la limite d'un montant maximal de 33 000 euros

Supérieur à 1 000 000 €

3 % du montant de la valeur totale des prétentions  
figurant dans l'acte introductif d'instance et dans la  
limite d'un montant maximal de 50 000 euros